



ISAE – SUPAERO
10 avenue Edouard Belin
BP 54 032
31 055 – TOULOUSE CEDEX 4
T. 05 61 33 80 80

MAÎTRE D'OUVRAGE

REAMENAGEMENT DE L'ACCES ISAE-SUPAERO / CANAL DU MIDI

CCTP 00

PRESCRIPTIONS COMMUNES



TPF INGENIERIE
78 chemin des Sept Deniers
BP 70 402
31 204 - Toulouse
T. 05 61 55 71 74 – F. 05 61 57 18 70

INGENIERIE



ATELIER D'ARCHITECTURE A4
59 avenue Crampel
31 400 – TOULOUSE
T. 05 61 14 95 95

ARCHITECTE



TOUT EST PAYSAGE
227 rue Fragneau
82 000 – MONTAUBAN
T. 05 61 55 71 74 – F. 05 61 57 18 70

PAYSAGISTE

	EMETTEUR	CODE AFFAIRE	TYPE DE DOCUMENT	INDICE	DATE	NB PAGES
REFERENCE DU DOCUMENT	BTO.NaR	BTO230033	CCTP.DCE	00	01/2025	30

INDICE	DATE	OBJET	PAGES
00	01/2025	Première édition	30

SOMMAIRE

I - PRESCRIPTIONS GENERALES	1
I.1 - PRESENTATION DE L'OPERATION	1
I.2 - DESIGNATION DES INTERVENANTS	1
I.3 - NOMENCLATURE DES LOTS	2
I.4 - LISTE DES OPTIONS / PROCEDURES NEGOCIEES	2
I.4.1 - PROCEDURE NEGOCIEE : LOT 02 SERRURERIE - PORTILLONS	2
I.4.2 - OPTION : LOT 04 PLANTATIONS : FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTÈME D'ARROSAGE AUTOMATIQUE	2
I.5 - CONNAISSANCE DU DOSSIER	3
I.6 - OBSERVATIONS PRELIMINAIRES	3
I.7 - CONNAISSANCE DES LIEUX	3
I.8 - CONSTAT D'ETAT DES LIEUX	4
I.9 - CONTENU DU DOSSIER TECHNIQUE MIS A DISPOSITION DE L'ENTREPRISE	4
I.10 - COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS DU DOSSIER TECHNIQUES	5
I.11 - CARACTERE GLOBAL ET FORFAITIAIRE DU PRIX DU MARCHE	5
I.12 - RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS TECHNIQUES A FOURNIR	5
I.13 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	7
I.14 - L'ENGAGEMENT DES ENTREPRENEURS	9
I.15 - CONFORMITE DES OUVRAGES	9
I.16 - EQUIVALENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS	9
I.17 - ECHANTILLONS	10
I.18 - PROTOTYPE	10
I.19 - MATERIAUX DEFECTUEUX	10
II - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES	11
II.1 - GENERALITE	11
II.2 - REGLEMENTS ET DECRETS	11
II.3 - DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES (D.T.U)	11
II.4 - NORMES EUROPEENNES ET FRANCAISES	11
II.5 - AUTRES PUBLICATIONS	11
III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	12
III.1 - HYPOTHESES DE SITE	12
III.2 - HYPOTHESES CLIMATIQUE ET SISMIQUE	12
III.3 - HYPOTHESES GEOTECHNIQUES	12
III.4 - RAPPORT DU BUREAU DE CONTROLE	12
III.5 - RAPPORT DU COORDONNATEUR S.P.S	12
III.6 - PRECRIPTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX A PROXIMITE D'ARBRES	12
III.7 - RESPECT DU VOISINAGE	13
III.8 - PROTECTION DES OUVRAGES, MATERIAUX ET MATERIELS	13
III.9 - RESPECT DU TRAVAIL D'AUTRUI	14
IV - ORGANISATION DE CHANTIER	14
IV.1 - REUNION DE CHANTIER	14
IV.2 - COORDINATION DES TRAVAUX	14
IV.3 - REUNION DE MAITRISE D'OUVRAGE	15
IV.4 - INSTALLATIONS DE CHANTIER	15
IV.4.1 - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	15
IV.4.2 - EMPRISE DE CHANTIER	15
IV.4.3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	16
IV.4.4 - GESTION DES ACCÈS – LIMITE DE RESPONSABILITÉ	16
IV.4.5 - BRANCHEMENTS DE CHANTIER ET ALIMENTATION DES ZONES DE TRAVAUX	16

IV.4.6 -	GESTION DES REMPLACEMENTS ET DES EVACUATIONS DES BENNES	17
IV.4.7 -	NETTOYAGE DE CHANTIER	17
IV.4.8 -	UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES	18
IV.4.9 -	NETTOYAGE FINAL	18
IV.4.10 -	MOYENS DE LEVAGE	18
IV.4.11 -	INTERVENTIONS SENSIBLES A REALISER HORS OUVERTURES PUBLIC	19
IV.5 -	SECURITE DE CHANTIER	19
IV.5.1 -	DISPOSITIFS COMMUNS	19
IV.5.2 -	PROTECTION INCENDIE	19
IV.6 -	DEROULEMENT DES TRAVAUX	19
IV.7 -	RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS	20
IV.8 -	RESEAUX ENTERRES	20
IV.9 -	ACCES AU CHANTIER	20
IV.10 -	AMENEE DE MATERIEL	20
IV.11 -	RESPONSABILITE VIS-A-VIS DES TIERS	21
IV.12 -	CHANTIER RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT	21
IV.13 -	GESTION DU BRUIT (PHASE CHANTIER)	21
IV.14 -	PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE	21
IV.15 -	ETUDES D'EXECUTIONS	22
IV.16 -	CONTENU DU PRIX	23
IV.17 -	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E)	24
IV.18 -	REGLES DE L'ART	24
IV.19 -	CHOIX DU TYPE DE MATERIAU - AVIS TECHNIQUE	25
IV.20 -	ESSAIS DE RECEPTION	25
IV.21 -	ENLEVEMENT DES LOTS REBUTES ET RENOUVELLEMENT	25
IV.22 -	MARQUES DE REFERENCE CITEES DANS LES CCTP	25
IV.23 -	COLORIS ET FINITIONS PEINTURE	26
IV.24 -	OUVRAGES NON TRADITIONNELS	26
IV.25 -	OUVRAGES DOUTEUX	26
IV.26 -	MATERIAUX ET PROCEDES NOUVEAUX	26
IV.27 -	CONTROLE TECHNIQUES DES OUVRAGES	27
IV.28 -	PROTECTION DES OUVRAGES	27
IV.29 -	ETAT FINAL DU TERRAIN	27
V -	COMPTE PRORATA	27
V.1 -	DEFINITION	28
V.2 -	GESTION DU COMPTE PRORATA	28
V.3 -	DEPENSES PORTEES AU COMPTE PRORATA	28
V.4 -	DEPENSES EXCLUES DU COMPTE PRORATA	29
V.5 -	DEPENSES LIEES A LA MISSION « SANTE-SECURITE »	29
V.6 -	RACCORDS ET DEGATS	30
VI -	LIMITES DE PRESTATIONS	30
VI.1 -	PRESCRIPTIONS GENERALES	30
VI.2 -	LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS	30
VII -	ANNEXES	30
ANNEXE 00 -	LIMITES DE PRESTATIONS - TABLEAUX CROISES PAR CORPS D'ÉTATS	30

I - PRESCRIPTIONS GENERALES

I.1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

Le projet du présent marché consiste à la réalisation d'un accès sur le site de l'ISAE, qui permettrait de relier la passerelle de l'INSA au site de l'ISAE.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), établi pour chaque corps d'état, a pour objet de définir les travaux relatifs à la construction d'un accès sur le site de l'ISAE.

Les présentes généralités sont communes à tous les corps d'état. Elles résument les caractéristiques de l'opération et définissent l'essentiel des clauses techniques communes à tous les lots.

Ce document rappelle certaines dispositions du C.C.A.P.

Les clauses techniques particulières applicables à chacun des lots figurent aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières des différents lots.

En cas de contradiction entre les prescriptions du présent document et celles du C.C.A.P. ou d'un C.C.T.P. relatif à l'un des lots, ce sont celles de ces derniers documents qui prévalent.

I.2 - DESIGNATION DES INTERVENANTS

Maître d'ouvrage :

ISAE SUPAERO

10 Avenue Edouard Belin

BP 54 032

31055 – TOULOUSE CEDEX 04

Tél : 05 61 33 80 80

Contact : M Adrien ANDREU

E-mail : Adrien.ANDREU@isae-sup aero.fr

Architecte :

ATELIER D'ARCHITECTURE A4

59 avenue Crampel

31 400 – TOULOUSE

Tél : 05 61 14 95 95

Contact : M Benjamin POUCHAN

E-mail : benjamin.pouchan@atelier a4.fr

Bureau d'études TCE :

TPF INGENIERIE

78 Chemin des Sept Deniers - 31200 TOULOUSE

Tel : 05 61 57 18 72

Contact : Mme Naomi ROUSSEL (Chef de projet – VRD GO) / M Thibaut DROUOT (Electricité)

E-mail : n.rousseau@tpfi.fr / t.drouot@tpfi.fr

Paysagiste :

TOUT EST PAYSAGE - Dubois Paysagistes Concepteurs

227 rue Fragneau 82000 Montauban

Contact : Caroline DUBOIS

E-mail : contact@toutestpaysage.fr

Bureau de contrôle :

BUREAU VERITAS

12 rue Michel Labrousse _ Bât 15_ 31047 TOULOUSE

Contact : M Benoit BORREL

E-mail : benoit.borrel@bureauveritas.com

Coordinateur SPS :

ELYFEC SPS

16 Rue du Casse 31240 SAINT JEAN

Contact : José Manuel DOMINGUES

E-mail : jose.domingues@elyfec.fr

OPC :

TPF INGENIERIE

78 Chemin des Sept Deniers - 31200 TOULOUSE

Tel : 05 61 57 18 72

Contact : M Baptiste BUSQUET

E-mail : b.busquet@tpfi.fr

I.3 - NOMENCLATURE DES LOTS

LOT N°00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS OEUVRE

LOT N°02 - SERRURERIE – CHARPENTE METALLIQUE - PORTILLONS

LOT N°03 - ELECTRICITE – CFO - CFA

LOT N°04 - PLANTATIONS

I.4 - LISTE DES OPTIONS / PROCEDURES NEGOCIEES

I.4.1 - PROCEDURE NEGOCIEE : LOT 02 SERRURERIE - PORTILLONS

Procédure négociée pour permettre d'échanger avec la société retenue sur les différents types de portillons :

- Portillon automatique équivalent à celui de l'entrée ISAE 4 avenue Marc Pélegrin _ type TRS PMR *Automatic Systems*
- Portillon automatique type SSF *AUTOMATIC SYSTEMS* ou équivalent technique

Afin d'établir leur fiabilité en extérieur (pérennité, maintenabilité) en vue de sélectionner la meilleure offre technique et financière.

I.4.2 - OPTION : LOT 04 PLANTATIONS : FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTÈME D'ARROSAGE AUTOMATIQUE

Comprenant :

- Etudes, plans et calculs
- Terrassements
- Canalisations
- Poste de commande
- Robinetterie – Accessoires
- Irrigation localisée par goutte à goutte enterrée
- Mise en service et formation

Selon modalités de **l'Article 3.6 du CCTP LOT 04 PLANTATIONS**

I.5 - CONNAISSANCE DU DOSSIER

Par le seul fait de remettre son acte d'engagement, les entreprises reconnaissent qu'elles ont une parfaite connaissance du projet (Prescriptions communes valables pour tous les corps d'état, des C.C.T.P. des autres corps d'état, de l'ensemble des pièces écrites et graphiques constituant le dossier).

Les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement des travaux, des conditions générales et locales, particulièrement des conditions relatives à l'accès au site, aux moyens de communication et de transport, au stockage des matériaux, aux disponibilités en main d'œuvre, en eau, en énergie électrique, aux caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux, et à tous les autres éléments pour lesquels les informations peuvent être raisonnablement obtenues, et qui peuvent, en quelque manière, influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Les entreprises sont donc parfaitement en mesure d'apprécier les difficultés qu'elles pourraient rencontrer ultérieurement, du fait de la configuration du terrain et de ses accès, de la nature du sol, des constructions voisines, de la voirie existante, etc...

Chaque proposition sera réputée tenir compte de ces diverses conditions, implicitement, si aucune mention particulière n'accompagne l'offre de l'entreprise.

Par ailleurs, les entreprises doivent proposer en temps utile au Maître d'Œuvre, par écrit, toutes les modifications aux dispositions du projet qui seraient de nature à améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble de l'ouvrage, sans augmentation du prix forfaitaire ni du délai d'exécution.

I.6 - OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

Les C.C.T.P. établis pour chaque corps d'état ont pour but de définir le mode de bâtir. Ils ne sont pas limitatifs.

L'Entrepreneur doit l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des ouvrages de son corps d'état (sauf dérogation explicite dans le C.C.T.P.). En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra jamais arguer que les erreurs ou omissions aux plans et devis puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le C.C.T.P. et les plans ne limitent pas les ouvrages à prévoir mais fixent le résultat à atteindre. L'Entrepreneur reste responsable des moyens pour atteindre ce résultat.

L'Entrepreneur doit prendre connaissance des C.C.T.P. des autres corps d'état. Il ne peut se prévaloir d'aucune omission dans le C.C.T.P. le concernant si la prestation omise est rappelée dans le C.C.T.P. d'un autre lot.

L'Entrepreneur est tenu d'avertir le Maître d'Œuvre au cas où la concordance n'est pas parfaite entre le C.C.T.P. et les plans.

I.7 - CONNAISSANCE DES LIEUX

Le dossier complet est fourni à l'ensemble des Entreprises dans le dossier de consultation.

Les prescriptions du C.C.A.P. seront complétées par les dispositions suivantes :

Par le dépôt de son offre, l'Entreprise reconnaît implicitement :

- ✓ Avoir pris totalement connaissance des différents plans et documents indispensables à la réalisation du chantier (y compris les travaux des autres corps d'état) ;
- ✓ Avoir effectué une visite approfondie du terrain, des bâtiments voisins, et constaté toutes les sujétions relatives à la nature des terrains (topographie, couches superficielles, fondations existantes, reprises d'ouvrages sur structures conservées, etc...) aux emplacements des travaux, aux accès et aux abords du chantier, ceci se rapportant aussi bien aux caractéristiques techniques des travaux, qu'à l'organisation et au fonctionnement futur du chantier (eau, installations de chantier, énergie, lieu d'extraction des matériaux, éloignement des décharges publiques, etc.)
- ✓ Avoir demandé tous renseignements complémentaires et pris toutes mesures utiles auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre au cas où les pièces du dossier lui sembleraient insuffisantes.

L'Entreprise ne pourra, en conséquence, réclamer d'indemnité, ni de plus value pour méconnaissance des inconvénients, difficultés ou sujétions de quelque nature qu'elles soient.

L'Entreprise ne pourra, de son initiative, modifier quoi que ce soit au projet, tout changement devant être signalé, et l'accord et les ordres nécessaires demandés au B.E.T. et à l'Architecte.

Le fait par l'Entreprise, de ne pas s'assurer sur place avant tout commencement d'exécution de la possibilité de suivre les côtes et notifications des plans, ou de ne pas en référer au B.E.T. ou à l'Architecte au cas où la vérification révélerait une difficulté, la laisserait responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient pour tous les corps d'état jusqu'à démolition de l'ouvrage, aux frais de l'Entreprise, sur ordre de l'Architecte.

Le C.C.T.P. mentionne succinctement, outre la description des ouvrages principaux, une liste de petits ouvrages localisés et des cas exceptionnels qui se présentent. Cette liste ne peut être complète : elle a pour but d'attirer l'attention de l'Entrepreneur qui devra la compléter tant par l'examen détaillé des plans remis, que par la visite des lieux, visite détaillée qui devra obligatoirement être effectuée par l'Entrepreneur. (voir conditions de visite dans le règlement de consultation.)

Les Entreprises doivent assurer la réalisation complète des ouvrages ou ensembles fonctionnels constituant l'opération.

I.8 - CONSTAT D'ETAT DES LIEUX

La remise en état des lieux, notamment de la zone d'installation chantier, et éventuellement des portails et barrières d'accès, voiries, bordures, terrains et espaces verts, etc... sera à la charge du titulaire du **lot 01 TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE**

Pour ce faire, un constat d'huissier, à la diligence et à la charge et frais du titulaire du **lot 01**, devra être réalisé avant tout commencement de travaux (y compris avant installation de chantier, préparation, etc). Ce constat sera complété par un constat en fin de travaux réalisé dans les mêmes conditions que celui de début de chantier.

Ce constat devra prendre en compte tous les accès (voiries, extérieurs et parties de bâtiments) qui seront utilisés pour accéder au chantier, bâtiments périphériques à proximité de la zone chantier, abords, terrains, etc, de manière exhaustive.

Le maître d'ouvrage assisté de la Maîtrise d'oeuvre sera invité par l'entreprise à prendre part à ces constats afin qu'ils soient contradictoires, et devra être fourni en 3 exemplaires originaux, avec photos. Le constat portera sur l'ensemble des ouvrages susceptibles d'être affectés par les travaux TCE.

I.9 - CONTENU DU DOSSIER TECHNIQUE MIS A DISPOSITION DE L'ENTREPRISE

L'objet de ce paragraphe est de préciser l'ensemble des documents techniques qui sont mis par le Maître d'Ouvrage à la disposition des Entrepreneurs. Il est toutefois précisé que :

- Il ne s'agit pas de la liste des pièces contractuelles qui figure dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Ce dossier technique constitue la prestation exhaustive en matière d'études due par la Maîtrise d'Œuvre au titre du contrat qui lie cette dernière avec le Maître d'Ouvrage.

Tous les compléments d'étude (plans d'exécution, plans de détails, plans de chantier ...) nécessaires pour construire sont compris dans l'offre des entreprises. Le dossier technique comprend (liste non exhaustive) :

- Le C.C.T.P. Prescriptions Communes,
- Le C.C.T.P. de chaque lot,
- Le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.) de chaque lot,
- Les plans Architecte et Techniques,
- Les documents techniques complémentaires (rapports géotechniques, sondages, plans de géomètre, etc...),
- ...

I.10 - COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS DU DOSSIER TECHNIQUES

Pour être valable, une indication portée sur un document n'a pas nécessairement à être reprise sur les autres documents définissant les ouvrages. En conséquence, le fait qu'une indication figure sur un de ces documents et pas sur un autre, ne doit pas être interprété comme une discordance entre ces deux documents.

En particulier, certains plans de lots techniques ont été établis à partir de fonds de plans d'Architecte, parfois moins renseignés que les plans d'Architecte définitifs. Sont considérés comme lots techniques, le VRD, le gros-œuvre et l'électricité.

En conséquence, l'Entrepreneur d'un lot technique doit consulter systématiquement les plans d'Architecte du dossier de consultation qui seuls définissent les dispositions dites architecturales (non prévus aux lots techniques).

I.11 - CARACTERE GLOBAL ET FORFAITAIRE DU PRIX DU MARCHE

Il est rappelé que le marché est passé à prix global et forfaitaire.

Le montant du prix global et forfaitaire est décomposé dans un bordereau suivant un cadre qui est obligatoirement celui établi par la Maîtrise d'Œuvre et éventuellement complété par des sous-détails de chapitre, s'il y a lieu par l'entrepreneur, intitulé Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.). Il permet de chiffrer les travaux modificatifs et peut être retenue pour le calcul de l'avancement des travaux et l'établissement des situations mensuelles.

Aucun accord sur « Travaux supplémentaires » ne sera délivré sans un justificatif du Maître d'Œuvre et un accord du Maître d'Ouvrage. L'offre sera décomposée par articles qui constitueront la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) jointe en annexe de l'Acte d'Engagement (A.E.) des Entrepreneurs. Le libellé de chaque article figurant dans le cadre de décomposition est un résumé de l'article correspondant du C.C.T.P. En conséquence les prix de chaque article sont réputés comprendre tous les matériaux utilisés, tous les frais de main d'œuvre, toutes les sujétions d'exécution, ou tous les autres frais engendrés pour une parfaite réalisation de ces travaux.

L'Entrepreneur du présent lot pourra apporter à la D.P.G.F. tous les compléments de détails d'un poste qu'il jugerait nécessaires pour la pertinence de l'offre, la liste des postes de la D.P.G.F. n'ayant aucun caractère exhaustif. Si des ouvrages n'étaient pas explicitement listés dans le cadre de bordereau, l'entreprise devra ajouter les lignes correspondantes à la fin du bordereau, sans interférer avec la trame du DPGF initial. Cependant la Maîtrise d'Œuvre se réserve le droit de demander à l'Entrepreneur du présent lot, tous recalages dans le cas où l'offre serait trop divergente de la D.P.G.F. fourni, sous peine de rejeter l'offre de l'Entrepreneur du présent lot.

Conformément au C.C.A.P :

- Les quantités données par l'Entrepreneur du présent lot ne sont pas contractuelles. Les prix unitaires et le forfait total sont contractuels.
- En aucun cas, après signature du marché, l'entrepreneur ne peut invoquer une omission du bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire pour demander une modification de ce prix global et forfaitaire et modifier son acte d'engagement.

I.12 - RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS TECHNIQUES A FOURNIR

A la remise de l'offre :

L'Entrepreneur devra fournir les éléments demandés dans le Règlement de consultation.

Avant travaux :

L'Entrepreneur devra fournir, avant le commencement des travaux :

- Les plans d'exécution,
- Les plans de détails de chantier en complément de ceux fournis par la Maîtrise d'Œuvre,
- Les plans de chantier de l'installation projetée avec les détails de fabrication et précisant les puissances, les débits mis en œuvre, les sections internes, les pertes de charges linéiques et les liaisons avec les autres corps d'états,
- La participation à la réunion de chantier et celle de l'OPC,
- Les notes de calculs établies par l'Entrepreneur,
- La documentation technique complète concernant le matériel proposé,
- La copie des certificats d'agrément, de classement et de résistance au feu, de classement acoustique, certificats thermique, classements performanciel, ... pour les matériaux ou équipements soumis à ces obligations par voie réglementaire ou prescrites aux C.C.T.P. particuliers,
- Les différents procès-verbaux d'essais émanant d'organismes habilités,
- Les échantillons et prototypes à présenter à la Maîtrise d'Œuvre pour agrément,
- Aux corps d'état intéressés, ses besoins en énergie électrique, en eau et fluides divers pour la réalisation de ses travaux,
- Remplir les documents relatifs aux demandes de branchements et raccordements définitifs de l'ouvrage aux réseaux publics, les fournir à la Maîtrise d'Ouvrage pour signature et règlement des factures correspondantes.

La totalité des documents spécifiés ci-avant doivent être communiqués en temps utile par l'Entrepreneur pour information à la Maîtrise d'Œuvre et au Bureau de Contrôle, et recevoir l'accord de ceux-ci avant toute exécution. Les modalités de diffusion de ces documents sont fixées au début de la période de préparation. Le nombre d'exemplaires qui seront fournis pour les études d'exécution quelle que soit la phase de vérification est au minimum de quatre exemplaires. Chaque exemplaire sera adressé séparément à son destinataire suivant les indications qui seront fournies par le Maître d'Œuvre. L'Entrepreneur sera tenu d'envoyer jusqu'à trois exemplaires supplémentaires d'un document à la demande du Maître d'Œuvre. L'Entrepreneur tiendra également à jour, dans la salle de réunion du chantier, un dossier de plans complet, avec affichage de sa composition et de son historique. Par ailleurs, les plans seront également fournis à tous les indices sur support informatique DWG et en version PDF pour édition rapide.

Coordination technique entre entreprises - renseignements à fournir :

- L'Entreprise devra fournir, en temps utile, les précisions relatives aux ouvrages de tous les corps d'état et dont l'exécution est liée à des sujétions communes, en particulier :

- Niveaux d'arases et nus bruts à respecter,
- Emplacements et définition des surcharges spéciales (massifs, socles, fers de suspente, appareils, ...
- Emplacement et encombrement des canalisations, caniveaux, puisards, tuyauteries ou gaines,
- Dispositions et sujétions à prévoir (supports, trous, taquets, percements, scellements, etc. ...).

En fin de travaux :

Avant réception, l'Entrepreneur devra fournir :

- Les plans complets rendus conformes à l'exécution précisant, en particulier, les marques et types de tous les équipements et matériels installés avec la position exacte de tous les organes susceptibles d'être manœuvrés en cours d'exploitation,
- La documentation technique des appareils installés faisant, en particulier, apparaître l'adresse du constructeur et des magasins où il est possible de s'approvisionner en pièces de rechange, les type et référence du matériel, les consignes d'entretien et d'exploitation,
- Une notice complète d'exploitation rappelant les différents points de consigne, précisant les manœuvres à effectuer, spécifiant la périodicité des visites d'entretien et donnant toutes les informations nécessaires

- pour permettre une prise en charge de l'installation sans aléa,
- La copie des certificats de garantie donnés par les constructeurs et agréments,
 - Les schémas de fonctionnement,
 - Les schémas électriques,
 - Les fiches 'AQC' pour les attestations d'essais de fonctionnement dûment complétées.

Ces documents doivent être adressés :

- 1 exemplaire : Maître d'Ouvrage + 1 reproductible sous forme dématérialisée
- 1 exemplaire : Architecte + 1 reproductible sous forme dématérialisée
- 1 exemplaire : B.E.T. + 1 reproductible sous forme dématérialisée
- 1 exemplaire : SPS pour constitution du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage DIUO.

Avec une clé USB de tous les documents et plans de chacun.

I.13 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

A la remise de l'acte d'engagement :

La soumission de l'Entreprise doit impérativement être accompagnée des documents spécifiés dans le Règlement de Consultation. Elle doit également joindre à son offre l'ensemble des justifications demandées au C.C.T.P. particulier de son lot.

En cours de chantier :

Agrément de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle :

Tout ouvrage de référence, différent de ceux prévus aux pièces marché, dont les plans ou échantillons n'ont pas obtenu l'agrément de la Maîtrise d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant exécution, est refusé lors de la réception.

Mise au courant des utilisateurs :

Dès la prise de possession de l'installation par les utilisateurs et à une date fixée en accord avec eux, l'Entrepreneur doit déléguer un de ses représentants qualifié pour une durée de huit jours ouvrés afin d'informer le personnel désigné par la direction de l'établissement du fonctionnement de toute l'installation.

Etendue des prestations :

L'entrepreneur doit, d'une manière générale les travaux suivants :

- L'implantation de ses ouvrages.
- Les installations provisoires de son lot.
- L'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et matériels nécessaires.
- Les mesures de sécurité nécessaires.
- Les mesures nécessitées par la coordination avec les autres corps d'état.
- La réparation des dégâts causés aux tiers ou par les intempéries.
- La protection de ses ouvrages pendant l'exécution des travaux du bâtiment.
- Le nettoyage de ses travaux après leur exécution.
- L'évacuation de ses gravois en décharge ou dans les bennes mise à sa disposition, suivant le tri sélectif.
- La participation au compte prorata.

Garantie des installations :

Rappel des garanties légales ou spécifiées dans les pièces écrites du dossier :

*Délai de garantie de parfait achèvement :

Pendant une période d'un an à compter de la date de réception, l'Entrepreneur doit garantir l'installation dans les conditions indiquées ci-après.

Lorsque la réception n'a pu être prononcée, cette période de garantie se trouve prolongée d'office jusqu'à 1 an après que cette réception ait été effectivement prononcée.

***Étendue de la garantie de parfait achèvement :**

Au titre de la garantie de parfait achèvement, l'Entrepreneur doit la réparation et éventuellement, le remplacement (fourniture et pose) gratuit de tout ou partie du matériel qui, au cours du délai de garantie serait reconnue défectueuse. Les défauts constatés ou les accidents survenus sont notifiés à l'Entrepreneur pour qu'il puisse entreprendre les réparations dans un délai fixé par le Maître d'Ouvrage.

Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage peut faire procéder d'office et aux frais de l'Entrepreneur, aux réparations nécessaires sans préjudice des dommages et intérêts qui lui seraient réclamés si le défaut de réparation causait un accident ou un préjudice.

***Garanties particulières :**

Cf. CCAP.

***Garantie biennale de bon fonctionnement des équipements :** prévue sur une durée de 2 ans suivant la réception des travaux.

Interprétation du CCTP :

L'entrepreneur doit prévoir toutes les fournitures et techniques de mise en œuvre indispensables au parfait achèvement des ouvrages suivant les Règles de l'Art, même si elles ne sont pas expressément mentionnées au C.C.T.P.

De la même manière, les travaux comprennent tout ce qui est indiqué aux plans, coupes et élévations, ainsi qu'au présent C.C.T.P. quand bien même diverses indications de détails ne seraient pas précisées, l'entrepreneur reconnaissant avoir suppléé par des connaissances professionnelles aux éventuelles imprécisions du document fourni.

Les entrepreneurs titulaires d'un lot devront prendre contact avec tous les adjudicataires des autres lots, afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs. Il a le devoir de prendre connaissance des pièces des dossiers des autres Corps d'Etat, et ne pourra en aucun cas ni en aucun moment, faire état de ne pas les avoir consultés ou de les ignorer.

L'entrepreneur est tenu de vérifier, avant tout commencement d'exécution, des cotes des documents graphiques et signaler au Maître d'Œuvre toute erreur ou omission qu'il pourrait constater, ou le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Ils devront en conséquence, outre les travaux décrits à prévoir dans le cadre normal du présent marché, les prestations suivantes :

- . la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation de l'installation proposée sur les plans architecte, plans techniques, et/ou détails,
- . l'amenée, l'établissement, l'enlèvement de tous les engins et échafaudages nécessaires à la réalisation des ouvrages,
- . les frais d'épuisement des venues d'eau,
- . la totalité des installations en parfait état de marche dans le respect du planning,
- . les démarches auprès de l'organisme de contrôle pour les attestations de conformité y compris les frais qui en découlent,
- . la remise de tous documents facilitant l'avancement des travaux dans les délais impartis à leur mise en application,
- . les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution.

Les entreprises supporteront toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la clôture du chantier, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

I.14 - L'ENGAGEMENT DES ENTREPRENEURS

Les obligations législatives ou contractuelles s'appliquent à l'ensemble des entreprises. C'est la loi des parties. Elles ne pourront :

- Arguer de ne pouvoir les appliquer ni les mettre en œuvre pour des raisons d'économie, de marché, de travaux, même demandées par le maître d'ouvrage ;
- Prétendre que les calculs, matériaux, mises en œuvre, certificats, honoraires de spécialistes pour mener à bien ces obligations ne sont pas prévues.

Ces textes étant réglementaires et contractuels, l'obstination de l'entrepreneur au refus du respect de la législation ou du contrat, les mettrait en infraction flagrante.

I.15 - CONFORMITE DES OUVRAGES

Hormis pour les matériaux issus du réemploi, il est exigé que tous les appareils prévus et installés soient neufs et aptes à satisfaire à la fonction qui leur est destinée et doivent donner les résultats attendus découlant d'un fonctionnement normal ou des conditions particulières figurant au C.C.T.P. particulier à chaque lot.

L'Entrepreneur ne doit installer que des moteurs, appareils, machines, appartenant à des séries suivies et normalisées et pour lesquels le Maître d'Ouvrage a la possibilité de se procurer, sans difficulté, à prix et délai normaux, toutes pièces de rechange nécessaires pendant une durée suffisante précisée dans les C.C.T.P. de chaque lot (10 ans maximum).

I.16 - EQUIVALENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS

Dans le présent document, certaines prestations sont définies à l'aide d'une marque commerciale suivie de la mention "ou techniquement équivalent", ou réputées telles. L'Entrepreneur ne pourra remplacer celles-ci par des prestations similaires et de qualité analogue qu'après agrément du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage. Ces marques ont pour but de faire connaître les caractéristiques dimensionnelles, esthétiques, qualitatives et techniques auxquelles doivent répondre les appareils, appareillages et les matériaux et n'ont aucunement pour objet d'imposer ces fabrications ou ces marques, sauf si la mention "techniquement équivalent" n'est pas mentionnée, auquel cas, le produit prescrit a été choisi par la Maitrise d'Ouvrage et est imposé.

Tous les matériaux, matériels et fournitures, utilisés pour l'exécution des travaux devront être conformes au mémoire technique de l'offre de l'entreprise et de la meilleure qualité dans leur catégorie, en outre :

- . Munis des marques, normes ou labels en vigueur,
- . Munis des avis techniques,
- . Munis des caractéristiques de performances,
- . Munis des références des matériaux conforme aux normes de qualité de l'air intérieur,
- . Munis des Fiches de Sécurité (FDS) et des Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES),
- . Munis des gammes de maintenance,
- . Munis d'une déclaration de soumission à Contrôle Vérification Périodique Obligatoire (CVPO),
- . Mis en œuvre par des ouvriers hautement qualifiés,
- . Soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre et du bureau de contrôle pendant la période de préparation (fourniture des échantillons, notices techniques, agréments, garanties, etc.).

Dans le cas où la fiche technique d'un produit n'apparaît pas dans le mémoire technique, le maître d'œuvre se réservera le droit d'imposer la référence indiquée au CCTP.

Tous les matériaux, ouvrages ou parties d'ouvrages qui présenteraient des vices de confection ou des défauts dans la qualité des matériels mis en œuvre seront refusés. Les conséquences résultant de ce refus seront à la

charge de l'entrepreneur (démontage, remplacement, raccords, retard, etc.).

I.17 - ECHANTILLONS

Les Entrepreneurs sont tenus de fournir, tous les échantillons d'appareillage, matériels, matériaux, prototypes des ouvrages dûs à leur marché, et demandés par la Maîtrise d'œuvre. Tous ces éléments devront être fournis, fabriqués,... en vraie grandeur (échelle 1).

La Maîtrise d'œuvre pourra réclamer des prototypes, et leurs mises au point, pour tous les ouvrages répétitifs ou d'exécution qu'elle jugera délicate.

Les prototypes et échantillons devront être conservés et mis à disposition du Maître d'œuvre dans la salle des échantillons du bureau de chantier.

La désignation des prototypes sera soumise à l'accord du Maître d'œuvre.

Il sera organisé sur les indications de la Maîtrise d'œuvre des réunions de présentation d'échantillons et de prototypes pour accord du Maître d'œuvre.

Chaque Entrepreneur étiquettera et numérottera ses échantillons et prototypes.

Aucune commande de matériel ou fabrication ne pourra être lancée par l'Entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon ou du prototype correspondant n'aura pas été faite par la Maîtrise d'œuvre et consignée dans les comptes rendus de chantier. Au plus tard à l'expiration de la période de préparation, un planning de remise des échantillons et prototypes sera établi par le pilote. Après visa de celui-ci, il deviendra contractuel et son non respect entraînera les pénalités définies dans le CCAP. Le délai du visa de la Maîtrise d'œuvre, sur les échantillons et prototypes qui lui sont soumis, sera de 8 jours ouvrables.

Les échantillons et prototypes non communs à plusieurs lots sont demandés dans les CCTP spécifiques ou seront demandés en période de préparation chantier. Les prototypes doivent être réalisés dans les conditions réelles d'exécution (distance du support, type de fixation, etc. Ils permettent la validation des finitions mais aussi la validité de la mise en oeuvre proposé par l'entreprise.

L'ensemble des échantillons et des prototypes devra être présenté et validé avant la fin de la préparation de chantier pour commande de matériel en temps utile.

I.18 - PROTOTYPE

L'offre de l'Entreprise devra intégrer, pour validation des ouvrages et procédés d'exécution, la réalisation de prototypes à l'échelle 1, représentatifs des ouvrages, y compris toutes les sujétions de coordination avec les autres corps d'états, moyens de manutention et de levage, pour réalisation de l'ouvrage et mise en situation correspondant au rendu final.

De manière générale, le degré de finition, sera identique aux conditions réelles et définitives de mise en œuvre des ouvrages.

Les prototypes dus seront les suivants:

- ✓ 1,5ml de 2 marches escalier + section de rampe PMR, complet (structure porteuse, marches, nez de marche, contremarche inox, etc),
- ✓ 1m2 de vantail latéral de portique
- ✓ 1m2 d'enrobé végétal

Au titre de cette prestation, seront inclus toutes les reprises, réfections et adaptations des prototypes jusqu'à validation définitive par le Maître d'œuvre, en accord avec la Maitrise d'ouvrage

I.19 - MATERIAUX DEFECTUEUX

Tous matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante, peuvent être refusés par le Maître

d'Œuvre.

L'entrepreneur s'engage à les retirer ou à les démolir à ses frais dans les délais qui lui sont prescrits.

II - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES REGLEMENTAIRES

II.1 - GENERALITE

L'Entrepreneur chargé de l'exécution des travaux est tenu de respecter l'ensemble des documents législatifs et réglementaires qui s'appliquent à l'ensemble de cette réalisation ainsi que les documents qui régissent techniquement les travaux de son corps d'état et de ceux qui sont directement liés aux siens. La liste des documents ci-après est complétée dans les spécifications techniques propres à chaque corps d'état et n'étant en aucun cas limitative.

II.2 - REGLEMENTS ET DECRETS

En complément des pièces contractuelles du marché, l'Entrepreneur doit se conformer aux textes et règlements prescrits par :

- Le Code Civil
- Le Code de l'Urbanisme
- Le Code de Travail
- Le Code Pénal
- Toutes les lois, décrets, arrêtés, et règlements administratif

Outres leurs informations personnelles, les Entreprises doivent se référer au Recueil des éléments utiles à l'Établissement et à l'Exécution des projets de marché en France (R.E.E.F.).

II.3 - DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES (D.T.U)

Sont applicables, aux matériaux et matériels employés d'une part et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Charges et des Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ainsi que des mémentos, ou additifs qui les accompagnent.

II.4 - NORMES EUROPEENNES ET FRANCAISES

Les matériaux et leur mise en œuvre, dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions édictées par l'ensemble des Normes Européennes et Françaises (N.F.) publiées par l'Association Française de NORMalisation (AFNOR) et homologuées par arrêté ministériel. Pour tous les travaux d'électricité et le matériel électrique, il est fait application de toutes les normes établies par l'Union Technique d'Électricité (U.T.E.) en complément de celles édictées par l'AFNOR.

II.5 - AUTRES PUBLICATIONS

Avis techniques

Les avis techniques devront être instruits et prononcés par un groupe spécialisé de la Commission ministérielle créée par l'arrêté du 2 Décembre 1969, compte tenu des réserves formulées par la Commission Technique de l'Assurance. Ceux-ci devront avoir obtenu une révision ou être encore en vigueur à la date présumée de réception, faute de quoi les matériaux et matériels seraient refusés d'office. Les dernières éditions de ces avis techniques seront les seules prises en considération.

Documents publiés par les organismes divers

Les Entrepreneurs doivent également se conformer aux documents édités par les divers organismes professionnels tels que chambres syndicales, mémentos professionnels, etc... Néanmoins, ces documents ne peuvent en aucun cas déroger aux règlements, normes et D.T.U. En cas de contradictions, seuls ces derniers priment.

Prescriptions des fabricants

L'Entrepreneur doit mettre en œuvre les matériaux conformément aux prescriptions des fabricants, telles que définies dans les avis techniques, documentations et notices techniques de ce dernier.

III - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

III.1 - HYPOTHESES DE SITE

Ville : Toulouse – Haute Garonne (31)

Altitude du site : Environ 150 NGF

Distance à la mer : Plus de 40 km

III.2 - HYPOTHESES CLIMATIQUE ET SISMIQUE

Selon l'Eurocode 1 :

Neige : Zone **A2** – Altitude du site 147 m

Vent : Zone **1** - Site Normal – Catégorie de terrain IIIb

III.3 - HYPOTHESES GEOTECHNIQUES

Les travaux de reconnaissance et d'étude des sols ont fait l'objet d'une campagne de sondages établie par un Bureau d'études. Le rapport d'étude géotechnique est joint au dossier.

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de ce rapport.

III.4 - RAPPORT DU BUREAU DE CONTROLE

Les remarques portées sur le rapport initial du bureau de contrôle (RICT) sont à prendre en compte dans le cas où elles ne sont pas clairement reprises dans les divers CCTP. L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance du document et avoir adapté son offre en fonction des remarques de celui-ci.

III.5 - RAPPORT DU COORDONNATEUR S.P.S

Le coordonnateur SPS choisi par le Maître d'Ouvrage pour assurer la mission conception et réalisation doit établir un PGC, qui est joint au dossier de consultation des entreprises.

Les Entreprises devront obligatoirement tenir compte dans leur offre de toutes les remarques, demandes et principes d'organisation de la sécurité du chantier, mais également des prestations nécessaires aux interventions ultérieures sur l'ouvrage.

III.6 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX TRAVAUX A PROXIMITE D'ARBRES

Les entreprises devront avoir pris connaissance des documents relatifs aux travaux à proximité d'arbres dont les principales exigences sont (liste non exhaustive) :

- Respect des distances minimum de travaux à proximité d'arbres suivant le règlement de Voirie de Toulouse Métropole,
- Respect de la zone de protection racinaire suivant la charte de l'arbre, soit un périmètre égal à 10x le diamètre du tronc mesuré à une hauteur de 1,30 m du sol,
- Déclaration de travaux à proximité de platanes auprès de la DRAAF,
- Respect des mesures prophylactiques obligatoires en vigueur (désinfection des outils et engins début et fin de chantier chaque jour sur toute la durée du chantier),
- Protection par coffrage bois des troncs d'arbres si manœuvre à moins de 1,50 m de l'arbre,
- Préconisations sur la réalisation de tranchées et/ou fouilles à proximité de platanes : Terrassement par aspiration ou manuel (terrassement par engins proscrit).

III.7 - RESPECT DU VOISINAGE

Le bruit :

Les entreprises devront se conformer aux réglementations en vigueur relatives au bruit.

Les ouvrages :

Les protections, les nettoyages, les réfections des ouvrages environnants ayant fait l'objet de salissures ou dégradations de la part des entreprises ou de leurs sous-traitants, mêmes simples livreurs de matériels, devront être remis en leur état d'origine. Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter ces remises en état aux frais des entreprises défaillantes, s'il n'est pas remédié à la première injonction de remise en état.

Si l'auteur des dégradations n'est pas connu, les frais de remise en état seront supportés par le Compte Prorata.

III.8 - PROTECTION DES OUVRAGES, MATERIAUX ET MATERIELS

Les Entrepreneurs sont tenus pour responsables des ouvrages de leur lot et en doivent la protection jusqu'à la réception.

Toutes réparations et/ou remises en état seront supportées par l'entreprise responsable desdits ouvrages.

Il importe que chaque entrepreneur exige de son personnel sur le chantier le souci et le respect constant des travaux exécutés par les autres corps d'état. Dans ce but, chacun doit s'abstenir de faire quoi que ce soit qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état ou qui soit susceptible de nuire à la solidité ou à la bonne finition de l'ensemble.

Il est en outre précisé que :

- Les détériorations constatées en cours de chantier sont réparées ou remplacées par et aux frais de l'Entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance,
- Les détériorations causées par les effets atmosphériques sont réparées par et aux frais de l'Entrepreneur dont les ouvrages ont été détériorés, à charge pour lui de se faire couvrir par une assurance,
- Chaque entrepreneur est responsable des matériaux et matériels qu'il a approvisionnés et des outils de chantier,
- Les ouvrages, matériaux et matériels sont couverts par une assurance vol et incendie, à moins que l'Entrepreneur ne préfère être son propre assureur.

Les Entrepreneurs sont tenus pour responsables des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts ou apparents (béton, bois, etc....).

En conséquence, ils veillent à ce que la main d'œuvre employée par eux sur le chantier n'exécute, sur ces parements, aucuns graffitis, épaufrures, rayures ou autres.

Tout manquement à cette clause et non réparable sans préjudice à l'aspect de l'ouvrage, est sanctionné par la

réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable.

Ces frais seront portés au compte prorata suivant définition Architecte pour la cohérence architecturale de l'ouvrage.

Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoiqu'étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation dudit délai.

En aucun cas les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

Tous les ouvrages finis, arêtes, seuils, etc..., devront être protégés constamment par une protection adéquate à réaliser, dans le cadre de son forfait, par l'Entreprise ayant réalisé l'ouvrage. La remise en état de ces protections pour leur bonne tenue tout le temps qu'il le faudra et aussi à la charge de l'Entreprise concernée.

III.9 - RESPECT DU TRAVAIL D'AUTRUI

Il importe que chaque entreprise ait le souci constant du respect des travaux exécutés par les autres corps d'état.

Les réparations ou remises en état qui seraient à faire à la suite de fautes de ce genre seront exécutées selon les ordres donnés par le Maître d'Œuvre et donneront lieu à imputation au compte des entreprises incriminées. Au cas où le responsable ne pourrait pas être nettement déterminé, elles seront imputées à l'entrepreneur qui a subi les dégâts, selon la décision du Maître d'Œuvre.

IV - ORGANISATION DE CHANTIER

IV.1 - REUNION DE CHANTIER

Les entreprises sont tenues d'assister à tous les rendez-vous de chantier hebdomadaires où elles sont convoquées par inscription sur le compte-rendu et à toutes les réunions exceptionnelles qui seront expressément notifiées.

Les réunions de chantier ont lieu chaque semaine. Toutefois, pour des impératifs de coordination entre les différents lots, plusieurs réunions peuvent avoir lieu dans la même semaine.

Ces rendez-vous ont pour but d'assurer le contrôle de l'exécution, la liaison entre les différents corps d'état, de contrôler le respect du planning d'exécution et de prendre toutes les décisions importantes. De ce fait, la présence de l'ensemble des représentants des entreprises y compris leurs sous-traitants, est indispensable à chaque réunion et pendant tout son déroulement suivant convocation de la maîtrise d'œuvre.

Toute décision prise en l'absence d'un représentant de l'Entrepreneur ne peut être contestée par celui-ci.

L'ensemble des décisions prises sur le chantier est consigné sur un compte rendu. Si l'Entreprise n'a pas fait d'observations par lettre recommandée au Maître d'Œuvre dans le délai de 7 jours calendaires, les décisions portées aux comptes rendus de chantier sont sans appel.

La présence de tous les Entrepreneurs convoqués aux réunions de chantier étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un Entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées ou méconnaissant l'opération, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'Entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le Compte Rendu de réunion visé ci-après, en vue de l'application des pénalités (voir CCAP).

Il est rappelé aux entreprises que le compte rendu architecte est un document contractuel.

Un représentant du Maître d'Ouvrage peut assister à ces réunions. Sa seule présence et la participation qu'il peut prendre aux discussions ne peuvent à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, être considérées comme une intervention dans la conception ou l'exécution des travaux.

IV.2 - COORDINATION DES TRAVAUX

La mission OPC est confiée par la maîtrise d'ouvrage au bureau d'études de l'équipe de maîtrise d'œuvre et sera donc assurée par TPFi.

Chaque titulaire de lot devra assurer la coordination interne de son lot (co-traitants, sous-traitants) en totale adéquation avec la coordination générale assurée par le Pilote (inter-lots). Les mandataires des lots (ou leur représentant) devront donner toutes informations utiles au pilote pour que ce dernier puisse assurer la coordination et l'ordonnancement du chantier dans sa globalité. Les entreprises reconnaissant par leur offres que le planning général d'exécution prévaut sur toutes autres considérations dans le cadre du respect du présent marché (hormis la qualité des ouvrages et les règles de sécurité), le pilote pourra toutefois imposer aux mandataires des lots, l'organisation et la coordination interne aux lots si celle-ci va à l'encontre du bon déroulement du chantier et du respect du délai global.

A chaque rendez-vous de chantier, un compte-rendu sera rédigé par l'architecte et diffusé aux intervenants concernés. Le compte rendu de la réunion OPC sera rédigé et diffusé par l'OPC. L'entreprise sera priée de se reporter aux observations et de faire le nécessaire. Il sera précisé aux entreprises de prendre note des différentes décisions, des mesures prises au cours des rendez-vous et de les mettre en application sans attendre la réception des compte-rendu.

A défaut de réserves émises dans les 7 jours qui suivent la réception de chaque compte-rendu, les termes de celui-ci auront valeur contractuelle de principe.

IV.3 - REUNION DE MAITRISE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage peut organiser à sa convenance des réunions dont la fréquence varie selon l'importance des problèmes à régler et auxquelles peuvent être invités le Maître d'Œuvre et les Entreprises dans les conditions définies à l'article précédent.

IV.4 - INSTALLATIONS DE CHANTIER

IV.4.1 - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Pendant la période de préparation précédant les travaux, l'entrepreneur du LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE devra établir, sous le contrôle du Coordonnateur S.P.S., du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle, le plan d'installation de chantier.

Ce plan est établi en accord avec les différentes entreprises devant intervenir sur le chantier. Il devra avoir obtenu l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur S.P.S.

IV.4.2 - EMPRISE DE CHANTIER

Cf. PIC.

Le chantier étant au sein d'un établissement en activité scolaire et d'habitation, sa fermeture devra être totale et permanente. Toutes les dispositions nécessaires devront être prises dans ce sens et prendre en compte les contraintes liées au fonctionnement de l'ISAE SUPAERO.

Les zones de stockages devront être réduites et incluses dans l'emprise du chantier.

Toute autre occupation sera interdite. Tout contrevenant sera sanctionné (300 € / infraction / jour).

Les espaces hors emprise chantier, y compris les accès, ne devront JAMAIS être utilisés et occupés même à titre provisoire en tant que stationnement ou stockage ou aire de manœuvre. Il ne servent que de lieu de passage vers le chantier. En particulier les passages pompier doivent être assuré en permanence. Tout contrevenant sera sanctionné (500 € par infraction et par jour), et les lieux seront libérés par tout moyens sur ordre du Maître d'ouvrage ou de ses représentants (MOE ou SPS) aux frais et charges exclusifs de l'entreprise concernée.

IV.4.3 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier sont définies dans le PGCSPPS, l'imputation des frais y afférent est à la charge du titulaire du **Lot 01**

Les installations et cheminements de chantier devront **TOUJOURS ETRE PENSÉS ET RÉALISÉS POUR LA MEILLEURS GARANTIE DE PRÉSERVATION DES ARBRES ET PLANTATIONS EXISTANTS.**

Pour ce qui concerne les installations communes de chantier, elles se composent comme suit :

Les clôtures de chantier , les accès, les cheminements piétons et véhicules internes au chantier, le panneau de chantier (voir annexe en fin de document pour le panneau de chantier) et de permis d'aménager, ainsi que leur entretien et leurs éventuelles modifications en cours de chantier, sont à la charge et aux frais du titulaire du **Lot 01** sur la zone de chantier.

Signalisation chantier : Les accès chantier devront comporter de manière évidente les mentions "Chantier interdit au Public", "Port du Casque obligatoire", et "stationnement interdit dans l'enceinte du chantier". Ces affiches d'avertissement (en plastique de couleurs vives) sont aux frais du titulaire du **Lot 01**

Les accès piétons seront tenus fermés en permanence, et cadenassés en dehors des heures d'ouverture du chantier sous la responsabilité du titulaire du Lot 01.

Le cas échéant, les bennes et goulottes à gravats (voir article 5-08 ci-après) sont aux frais et charges du compte prorata.

Le vidage des bennes devra être régulier et l'entreprise devra s'assurer d'en proscrire tout débordement.

IV.4.4 - GESTION DES ACCÈS – LIMITE DE RESPONSABILITÉ

Gestion des accès : Cf. PIC.

Limite de responsabilités : Un constat d'état des lieux entrant et sortant sera réalisé avec l'entreprise, le et maître d'ouvrage.

La sécurité et la sûreté de la zone chantier, de la base vie et des installations de chantier seront placées exclusivement sous la responsabilité du titulaire du **Lot 01**

IV.4.5 - BRANCHEMENTS DE CHANTIER ET ALIMENTATION DES ZONES DE TRAVAUX

L'Entrepreneur du LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE prendra toutes les mesures utiles pour assurer l'alimentation et le raccordement en eau, électricité, téléphone, chauffage et les évacuations nécessaires au fonctionnement du chantier et de ses installations, depuis les points de raccordements désignés par les services techniques jusqu'aux installations dans les limites définies ci-dessous.

Réseau A.E.P. :

Le LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE devra la réalisation de l'alimentation en eau du chantier et en eau potable des installations du personnel depuis le point de livraison existant le plus proche sur la parcelle.

Réseau E.U :

Le LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE devra réaliser les ouvrages nécessaires à l'évacuation des Eaux Usée des locaux de chantier, avec raccords sur les réseaux E.U. du concessionnaire,

Réseau téléphonique et internet :

Le LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE devra la connexion internet haut débit, depuis les points de livraison existant le plus proche de la parcelle, jusqu'aux installations de chantier.

Ces réseaux seront maintenus pendant toute la durée du chantier.

Réseaux électriques - Eclairage de chantier :

Le LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE devra la fourniture et la pose de l'armoire générale de chantier avec compteur de chantier général, avec raccord sur le réseau ENEDIS.

Le LOT N°03 - ELECTRICITE – CFO - CFA devra la fourniture et la mise en service des coffrets de chantier raccordés sur le compteur de chantier général jusqu'aux attentes en pied du bâtiment. La distribution dans le bâtiment sera réalisée par au minimum 3 coffrets pour chacun des niveaux du bâtiment.

Le LOT N°03 - ELECTRICITE – CFO – CFA aura à sa charge l'installation des réseaux provisoires d'éclairage à l'intérieur des locaux. Il sera réalisé à l'aide de luminaire LED étanche ou par ruban LED. Cet éclairage sera alimenté à partir de l'armoire générale de chantier pour un niveau d'éclairement moyen de 50 lux.

L'ensemble de l'installation devra être conforme aux recommandations de l'OPPBTP et au décret du 14/11/88 relatif à la protection des travailleurs.

Le nombre d'équipements sera déterminé en accord avec le maître d'œuvre et compte tenu du planning d'intervention de telle sorte que les équipements soient suffisants pour l'intervention de plusieurs entreprises simultanément dans plusieurs étages ou zones.

Les installations suivront le phasage du chantier y compris dépose et repose.

Le LOT N°03 - ELECTRICITE – CFO – CFA aura à sa charge la maintenance de l'ensemble pendant toute la durée du chantier. Les consommables (changement d'ampoules, changement de réseaux endommagés...) seront intégrées au compte prorata.

Les dépenses de chantier relatives aux consommations d'eau, d'électricité de téléphone et de chauffage sont à la charge de l'ensemble des entreprises par l'intermédiaire du Compte Prorata.

La gestion du compte prorata sera réalisée par le LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE.

IV.4.6 - GESTION DES REMPLACEMENTS ET DES EVACUATIONS DES BENNES

L'Entrepreneur du LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE devra dans son lot la gestion collective des déchets, à savoir notamment les évacuations et des remplacements réguliers des bennes, containers et bags déchets de tri sélectif, pendant toute la durée du chantier, en fonction de l'avancement du chantier et des besoins TCE. Elle prendra à sa charge le coût financier relatif aux évacuations vers les décharges publiques agréées, pendant toute la période de chantier.

Ce coût sera imputé au compte prorata inter-entreprises à la fin du chantier.

L'entrepreneur du LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE s'engage à vider les bennes, containers et bags déchets dès qu'ils sont pleins et à les protéger pendant leur transport jusqu'à la plateforme de tri certifiée ISO 14001.

IV.4.7 - NETTOYAGE DE CHANTIER

Les entrepreneurs de chaque lot devront dans le cadre de leur prestation, le nettoyage de chacun de leurs postes de travail et l'acheminement de ses gravois et détritiques jusqu'aux bennes de chantier.

En complément de ses nettoyages propres, le titulaire du LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE devra maintenir la zone chantier ainsi que les abords et les accès propres.

La prestation concerne donc autant de nettoyages de la zone chantier que nécessaires ainsi que le nettoyage des voiries d'accès à la zone chantier salies par les travaux (notamment les travaux de terrassements).

Il sera également prévu un nettoyage sous 24H sur simple constatation de la Maitrise d'Œuvre ou de la Maitrise d'Ouvrage.

Passé ce délai, la maîtrise d'œuvre fera appel à une entreprise de son choix aux frais et risques de l'entreprise défaillante.

En cas :

- d'impossibilité de reconnaître l'entreprise défaillante,
- de non reconnaissance de l'entreprise mise en cause,
- de la mise en cause de plusieurs entreprises qui refusent de s'entendre,

il sera défini par l'architecte directeur du chantier un nettoyage de l'ensemble de la zone concernée, en définissant une ou des zones de nettoyage par entreprise présente sur la période considérée.

S'agissant de travaux en site sensible, occupé et sécurisé, en cas de non respect de cette répartition, ou de nettoyage dans la ½ journée même, il sera IMMÉDIATEMENT, sans refus ou recourt ou réclamation possible des entreprises, fait appel à une entreprise du choix du directeur du chantier, aux frais du compte prorata.

De manière générale durant son exécution, le chantier devra être maintenu propre ; tout matériel, matériaux sans emploi, emballage, etc... devront être évacués du chantier vers les décharges autorisées.

IV.4.8 - UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES

Le respect des circulations publiques ou privées jouxtant la zone des travaux est impératif.

Cette disposition implique que la circulation oblique des voies périphériques au chantier ne sera jamais interrompue.

Les itinéraires poids lourds et engins de chantier, tant pour les approvisionnements que pour l'évacuation des déblais, sont imposés par le Maître d'œuvre en fonction des impératifs du Maître d'Ouvrage.

L'Entrepreneur de chaque lot devra assurer la protection des revêtements et des réseaux et ne jamais entraver leur fonctionnement.

L'Entrepreneur de chaque lot a à sa charge l'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation publique, au droit des entrées et sorties du chantier, de la signalisation routière indispensable. A sa charge aussi, le nettoyage des abords et chaussée de part et d'autre du chantier.

À nouveau, s'agissant de travaux en site sensible, occupé et sécurisé, en cas de non respect de nettoyage immédiat, il sera IMMÉDIATEMENT, sans refus ou recourt ou réclamation possible des entreprises, fait appel à une entreprise du choix du directeur du chantier, aux frais du compte prorata.

Tout manquement de ces obligations par l'Entrepreneur entraîne de plein droit :

- La fermeture des accès au chantier,
- **Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation, par une Entreprise au choix du Maître d'œuvre, aux frais et aux dépends de l'Entrepreneur, ou de la collectivité des entrepreneurs (PRORATA) si plusieurs entreprises sont concernés ou si on ne peut définir le responsable.**

IV.4.9 - NETTOYAGE FINAL

Le nettoyage final de l'ensemble de l'ouvrage avant la réception des travaux est exécuté par l'entreprise LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS ŒUVRE à ses frais et sur ordre du Maître d'œuvre. Celui-ci constitue un nettoyage de finition et aucunement l'enlèvement des gravas ou les nettoyages propres à chaque lot pour ce qui les concernent.

Il sera de 1 (UN) nettoyage de réception (avant OPR), puis 1 (UN) nettoyage final de livraison (soit 2 nettoyages en tout).

IV.4.10 - MOYENS DE LEVAGE

Chaque entreprise devra prévoir les échafaudages, moyens de levages et nacelles nécessaires au chantier.

Les entreprises devront grouper leurs moyens conformément aux demandes du P.G.C.S.P.S.

IV.4.11 - INTERVENTIONS SENSIBLES A REALISER HORS OUVERTURES PUBLIC

- Installation des clôtures chantier délimitant l'emprise chantier.
- Raccordements et coupures électriques (courant Fort et courant faible), travaux sur réseaux existants (enterrés ou non), etc.
- Travaux à l'interface de l'opération et du Canal du Midi

IV.5 - SECURITE DE CHANTIER

IV.5.1 - DISPOSITIFS COMMUNS

Chaque Entreprise est responsable des protections particulières à mettre en œuvre pour ses propres travaux, ainsi que de la bonne conservation des dispositifs communs de sécurité trouvés en place au début de son intervention (cf CCTP spécifiques de chaque lot).

Tout appareil de levage, avant d'être installé sur le chantier, est vérifié par un organisme agréé. Le rapport de vérification est obligatoirement remis au Maître d'œuvre, au MO et au SPS.

Les gardes corps de planchers, trémies, de réservations ou d'escalier sont réalisés par le titulaire du **Lot 01** au fur et à mesure de l'avancement des travaux et conservés en état jusqu'à mise en œuvre de l'ouvrage définitif.

Tous les étais, planchers ou matériels qui sont mis en place au titre de la sécurité reçoivent une peinture rouge permettant de les repérer s'ils venaient à être détournés de leur affectation première.

Le titulaire du **Lot 01** a à sa charge l'entretien et la remise en place des protections provisoires lorsque celles-ci sont enlevées par un tiers non identifié.

Les frais correspondants à la fourniture et à la mise en place de tout autre type de protections de trémie sont à la charge et aux frais du titulaire du **Lot 01**.

IV.5.2 - PROTECTION INCENDIE

Avant l'entrée sur le chantier de toute substance ou préparation dangereuse (inflammable, toxique, explosive...) il y a lieu obligatoirement d'en informer le coordonnateur SPS et le Maître d'ouvrage.

Seul le Maître d'ouvrage est autorisé à délivrer des permis au feu.

Tous les déchets de chantier (gravois, emballages, matières plastiques, etc...) sont évacués par les Entreprises dans les bennes mises à la disposition par le compte prorata. Les déchets ne seront pas brûlés.

Les matériaux inflammables, lorsqu'ils ont été autorisés, doivent être stockés dans les zones très délimitées, et dans les quantités nécessaires à la consommation journalière. Ces zones seront définies avec le pilote et le coordonnateur SPS.

Il est strictement interdit d'allumer des feux (notamment du genre "braséro") tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser conformément aux dispositions du P.G.C.S.P.S.

IV.6 - DEROULEMENT DES TRAVAUX

L'Entreprise doit ouvrir le chantier à la date qui lui est fixée par ordre de service, apporter dans la réalisation des travaux la plus grande diligence et respecter les priorités qui lui sont indiquées par le Maître d'Ouvre.

Il est tenu :

- De maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous la conduite d'un responsable,
- D'avoir toujours tout matériels, approvisionnement, outils, engins et moyens de toutes sortes suffisants, de manière à assurer l'exécution régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit. Il ne peut détourner pour un autre service, sans autorisation écrite du Maître d'Ouvre, aucune partie des matériaux approvisionnés.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Oeuvre peut mettre en demeure l'Entreprise :

- D'augmenter le nombre d'ouvriers employés sur le chantier, dans ses ateliers ou usines,
- D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper le retard.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de demander le changement immédiat de tout représentant d'une entreprise qu'il juge non compétent ou non respectueux des ordres donnés et des impératifs du chantier tels que définis dans les pièces contractuelles.

IV.7 - RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS

Les entrepreneurs devront également se conformer aux prescriptions des services concessionnaires tels ENEDIS, ENGIE, ORANGE, GRDF, E.D.F., P.T.T., eau, etc... qu'ils auront à leur charge de consulter, ainsi qu'aux arrêtés préfectoraux, ordonnances et règlements de police, lois et décrets. Les normes NF et prescriptions D.T.U mentionnées au présent cahier ne sont pas limitatives.

IV.8 - RESEAUX ENTERRES

Avant toute intervention, les entrepreneurs devront s'assurer auprès des services concessionnaires des réseaux présents sur le site. Lors de l'exécution des travaux, les entrepreneurs concernés devront prendre toutes les précautions pour ne pas endommager les réseaux rencontrés. Le cas échéant, l'entrepreneur devra immédiatement dès localisation d'un de ces ouvrages, avertir le Maître d'œuvre et les services compétents, pour obtenir toutes les instructions utiles.

Dans le cas où l'ouvrage rencontré serait toujours en service, l'entrepreneur devra dans le cadre du prix de son marché, en assurer la sauvegarde et la protection pendant toute la durée nécessaire, ou bien le déplacement hors des limites d'emprise du projet et ceci en accord avec les services concessionnaires.

IV.9 - ACCES AU CHANTIER

L'Entrepreneur est tenu de laisser, à tout moment, le Maître d'Ouvrage et ses services techniques, pénétrer sur le chantier.

L'Entrepreneur est également tenu de laisser à tout moment le contrôleur technique pénétrer sur le chantier et le visiter, il doit prendre toutes les dispositions pour lui permettre d'exercer son contrôle utilement. Il doit également autoriser les représentants des compagnies d'assurances à accéder au chantier pendant la période d'exécution des travaux de l'opération de construction jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, en cas de sinistre, donner toutes facilités aux experts des dites compagnies pour exécuter leur mission.

IV.10 - AMENEE DE MATERIEL

L'Entreprise devra veiller à ce que toutes les marchandises ou matériels de chantier amenés sur place soient rangés et stockés dans les zones attribuées à chaque entreprises ou corps de métier.

Pour la livraison ou l'enlèvement de ces matériels et matériaux l'entreprise devra prévenir l'OPC suffisamment à l'avance afin de ne pas gêner les autres corps d'états ou riverains.

Il est rappelé que les zones réservées au stockage devront être maintenues propres et qu'aucun matériau de quelque nature ne devra être laissé hors de ces zones.

IV.11 - RESPONSABILITE VIS-A-VIS DES TIERS

Chaque Entrepreneur est responsable jusqu'à la réception des travaux du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures, végétation et installations de toutes natures affectées par ses travaux.

Chaque Entrepreneur doit prévoir toutes les mesures qui s'imposent pour ne pas occasionner de dommages ni motiver de réclamations de quelque nature que ce soit de la part des tiers (nettoyage des voiries, bruits, etc...). Bien entendu, s'il y avait un préjudice quelconque à leur endroit, la réparation intégrale serait à la charge de l'Entrepreneur. En aucun cas le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ne peuvent être recherchés de ce fait.

Il est bien précisé que l'Entrepreneur est entièrement responsable de tout dommage corporel et matériel occasionné à des tiers par les travaux de son lot, ainsi que tous dommages aux réseaux divers (apparents ou cachés) qui seraient en service.

Tout arrêt de chantier dû à l'inobservation de ces clauses ne peut en aucun cas provoquer une modification de délai et/ou de prix forfaitaire. De plus, par cet arrêt, l'Entrepreneur défaillant a à sa charge tous les frais, dommages et préjudices occasionnés au Maître d'Ouvrage.

IV.12 - CHANTIER RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT

Chaque entreprise est responsable de sa production de déchets, du transport des déchets jusqu'aux lieux de stockage et du dépôt après tri dans les bennes qui seront mises à disposition sur le chantier.

De plus, un effort particulier est demandé aux entreprises pour minimiser les nuisances induites par le chantier :

- Le bruit,
- Les poussières et les boues,
- L'enlaidissement du site,
- La perturbation du trafic automobile dans les zones environnantes,
- Les rejets ou déchets évacués dans le milieu naturel,

Tout en assurant la sécurité des riverains et des ouvriers.

Il est donc formellement interdit de brûler les déchets (bois, palettes, cartons, ...) sur les chantiers et d'abandonner ou enterrer des déchets (même inertes) sur le chantier.

Les offres des entreprises intégreront la mise en place des équipements de chantier nécessaires pour réduire les nuisances de chantier.

IV.13 - GESTION DU BRUIT (PHASE CHANTIER)

Un effort particulier est demandé aux entreprises pour minimiser les nuisances induites par le chantier (cf. ci-avant) et en particulier concernant le bruit.

A cet effet, dès que nécessaire et en corrélation avec le planning de l'OPC, il sera transmis par le **lot 01** un planning des travaux bruyants au maître d'ouvrage.

Les entreprises, qui connaissent les travaux bruyants qu'elles ont à réaliser, devront assister le responsable du **lot 01** dans l'établissement de ce planning.

IV.14 - PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE DU MARCHE

Pendant la période de préparation :

- Tous les plans et documents nécessaires à la cellule de synthèse,
- Les plans de réservations
- Les temps élémentaires nécessaires pour l'établissement du planning détaillé d'exécution,
- Les plans d'hygiène et de sécurité et d'installation de chantier (P.P.S.P.S. conforme au P.G.C.),

Pendant la période de préparation commandée par Ordre de Service, chaque entrepreneur doit examiner les plans établis par chacun des corps d'état et demander tout dessin de détails, épures, graphique complémentaire qu'il estime nécessaire à la mise en œuvre de ses propres travaux, accompagné de notes de calculs, le cas échéant. Cet examen s'effectue pendant la période de préparation de chantier et au cours de la réalisation des plans de synthèse.

Aucune côte ne doit être prise à l'échelle sur plans.

Pour des cas précis relevant de techniques particulières les entreprises concernées ont la charge de tous relevés sur place, reports et mise en conformité de leurs plans d'exécution. Ils provoquent également en temps utile la remise de tous renseignements complémentaires nécessaires. Faute de se conformer à ces prescriptions, ils deviennent responsables de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution, ainsi que des conséquences qui en résultent.

Pendant la période de préparation commandée par Ordre de Service, chaque entrepreneur doit, à nouveau, vérifier que les prestations dues par les autres corps d'état, n'ont pas subi de changement important ayant une incidence sur ses propres travaux.

IV.15 - ETUDES D'EXECUTIONS

La mission confiée au Maître d'œuvre est une mission de base (par référence à la loi MOP) sans étude d'exécution mais avec VISA des plans d'exécution fournis par les entreprises.

Les plans d'EXE ainsi que les plans d'ateliers sont à la charge de chaque entreprise.

Il s'agit de l'établissement des documents d'études, de notes de calculs et de graphiques nécessaires à la parfaite définition et réalisation des ouvrages. L'Entreprise doit la fourniture et la mise à jour, en fonction des délais arrêtés par le calendrier détaillé d'exécution, des études techniques et plans propres des ouvrages, les plans d'exécution spécialisés complémentaires à ceux établis par la Maîtrise d'Œuvre pour la consultation. Elle doit également expliciter les contraintes particulières des produits mis en œuvre, ainsi que l'ensemble des détails particuliers et plans ateliers chantier, nécessaire à l'assemblage et la mise en œuvre.

Une liste minimale, suffisante et coordonnée, des documents d'intention d'exécution sera remise conformément au calendrier détaillé d'exécution.

Il faudra au minimum fournir les éléments suivants :

- Les plans indiquant l'ensemble des dimensionnements
- Les plans d'installations de chantier,
- Les notes de calculs et notes méthodologiques spécifiques,
- Les plans et coupes de détails d'exécution y compris pour les ouvrages provisoires nécessaires à la maîtrise d'œuvre pour valider l'ensemble des plans d'exécution,
- Les plans de réseaux, de câblages, d'implantation des équipements terminaux,
- Les plans de calepinage,
- Les plans des locaux techniques,
- Les schémas et synoptiques
- Les plans de réservations. Les lots techniques fourniront les fichiers correspondant à leurs réservations permettant ainsi aux lots en charge d'implanter celles-ci en fonction des impératifs de chaque lot.

La liste des documents d'exécution sera réalisée pendant la période de préparation ou au plus tard un mois après l'ordre de service de démarrage des travaux envoyé à l'entreprise. Lorsque les bureaux d'études sont externes aux entreprises, ils devront être soumis à l'agrément du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

Tout document réémis portera un indice + une date, répertorié dans un tableau, et les modifications par rapport à l'indice précédent des documents graphiques seront cerclées sur le plan. Le type et le libellé des cartouches, le principe de numérotation sera conforme aux demandes du Maître œuvre définies lors de la préparation des travaux.

Dans le cas de calculs informatiques, une notice précisera les entrées et synthétisera les résultats. Elle indiquera aussi les références du code de calcul utilisé.

Tous les documents listés ci-dessus sont soumis au VISA du Maître d'œuvre et à l'examen du bureau de contrôle. Tous les documents seront parfaitement lisibles, identifiés et signés par leurs auteurs afin d'assurer leur traçabilité. L'inobservation de ces règles entraînera le refus des documents concernés.

Le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage demeurant juges en chaque cas d'espèce, ont toute autorité et pouvoir de décision pour rejeter une proposition de matériel ou de matériau qu'ils estiment ne pas répondre aux définitions caractéristiques exigées dans le dossier de consultation des entreprises. Aucune entreprise ne peut s'élever contre leur arbitrage et en particulier faire état de critère d'ordre financier. L'entreprise est tenue de se soumettre au choix arrêté et de fournir dans le cadre de son marché les matériels ou matériaux retenus.

Par contre, si l'indication d'une marque ou d'un type est mentionnée sans être suivie des termes "ou similaire" "ou équivalent", etc, la définition ainsi exprimée précise soit l'absence de modèle correspondant en autres fournitures, soit le choix du Maître d'œuvre d'un modèle ou d'une fourniture déterminée, pour des raisons esthétiques ou techniques.

Avant le commencement des travaux et après implantations, les entrepreneurs sont tenus de vérifier les cotes des plans, coupes, etc., et de signaler au Maître d'œuvre toutes les erreurs ou omissions qu'ils pourraient constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Les entrepreneurs seront responsables des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

- La réalisation des plans d'exécution implique la fin des études exhaustives et la fourniture par les autres corps d'état des réservations nécessaires à leurs travaux et des puissances électriques nécessaires à leurs équipements.
- La liaison entre les différentes entreprises devra être constante en cours d'études.
- L'entrepreneur doit examiner les documents établis par chacun des autres corps d'état et s'assurer qu'ils sont coordonnés et compatibles avec ses propres ouvrages. Il prendra contact, autant que de besoin, avec les entrepreneurs concernés afin de demander tous dessins de détails, épures, graphiques, notes de calculs complémentaires qu'il estime nécessaires.
- Des mises au point pourront se faire entre les entrepreneurs en réunions d'études ou de chantier, elles seront soumises à l'avis du maître d'œuvre.
- Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, les entrepreneurs relèvent les ouvrages qui sont cachés une fois exécutés. Ce relevé est établi contradictoirement avec un représentant du Maître d'œuvre. Les plans sont établis par les entrepreneurs et remis au fur et à mesure de leur établissement.

Chaque entreprise devra produire une liste prévisionnelle de plans et détails d'exécution, à viser par la maîtrise d'œuvre ; elle sera utilisée par le Maître d'œuvre pour planifier les études d'exécution et la remise effective des plans d'exécution.

Avant toute exécution des travaux, les plans devront être visés par la Maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique qui disposeront du délai inscrit au C.C.A.P. pour l'examen des documents d'exécution. Ils seront dénommés "bons pour exécution" (B.P.E.).

IV.16 - CONTENU DU PRIX

Les prix remis par les Entrepreneurs sont réputés comprendre la rémunération de toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution et au parfait achèvement des travaux et, notamment les coûts des prestations ou ouvrages suivants :

- Les installations de chantier,
- Les dessins et détails d'exécution et d'atelier ainsi que le calepinage de tous les composants,

- Les moyens de manutention et de levage nécessaires à la mise en œuvre des matériaux,
- La fourniture la mise en œuvre et la maintenance lors des travaux en hauteur des systèmes de protection individuelle et collective,
- Le remplacement ou la remise en état des pièces détériorées,
- La protection provisoire efficace contre les salissures des ouvrages du présent lot et des ouvrages des autres corps d'état risquant d'être détériorés par l'intervention de l'Entreprise,
- L'enlèvement des gravats, déchets, emballages vides,
- Le nettoyage général des chantiers liés à l'exécution des travaux,
- La participation aux réunions de chantier autant que de besoin,
- La participation au compte prorata.

IV.17 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (D.O.E)

Les entreprises remettront au Maître d'Œuvre, pendant la période de préparation des travaux, les bases des plans des dossiers de recollement.

Ce dossier, complété et mis à jour pendant la durée des travaux, sera remis au moins 15 jours avant la date de réception des travaux pour vérification et validation. Ils seront ensuite remis au Maître d'Ouvrage lors de la réception des travaux. Il comprendra l'ensemble des pièces nécessaires à l'intelligence du projet et notamment:

- Documents d'exécution :
 - o Dossier de calculs complémentaires,
 - o Plans généraux,
 - o Plans de détails,
 - o Plans de fabrication,
 - o Notices techniques et descriptives,
 - o Programme de mise en œuvre et de montage,
 - o Plans conformes à la réalisation.
- Plan d'assurance qualité Matériaux :
 - o Récapitulatif des matériaux utilisés,
 - o Spécifications d'achat des produits ou composants de construction divers.
- Modes opératoires :
 - o Pour chaque nature de travaux, la description des modes opératoires et protocoles (montage, assemblage, etc...),
 - o La liste des agréments de toute nature et les certificats d'agréments correspondants,
 - o Les certificats de qualification de ces modes opératoires.
- Contrôles et essais :
 - o L'organigramme du contrôle,
 - o Les relevés et résultats des contrôles et examens de toute nature, s'il y a lieu.

Le dossier sera remis au Maître d'Ouvrage sur format informatique.

Un autre exemplaire sera remis au coordonnateur SPS.

IV.18 - REGLES DE L'ART

Si l'Entrepreneur estime que les ouvrages décrits ne sont pas conformes aux règles de l'art, l'Entrepreneur doit en référer au Maître d'Œuvre avant toute exécution.

IV.19 - CHOIX DU TYPE DE MATERIAU - AVIS TECHNIQUE

Les types de tous les matériaux employés sur le chantier, doivent être soumis à l'agrément de l'Architecte. L'Entrepreneur devra, pour obtenir cet agrément, fournir tous renseignements utiles concernant l'origine, le lieu d'extraction ou de fabrication du matériau et la qualité fiche d'homologation, caractéristiques obtenues habituellement, avis techniques, etc...

L'Architecte exigera la présentation préalable à la mise en œuvre ou la commande de tout matériau ou produit manufacturé.

Dans le cas où un matériaux ou, produit manufacturé ne posséderait pas d'avis technique, l'entreprise devra procéder à la réalisation d'un cahier des charge validé par un organisme agréé (Enquête de Technique Nouvelle) à ses frais et charges (ou celui du fabricant/fournisseur).

Compte tenu des délais nécessaires, la démarche devra être engagée dès notification du marché et ne devra donc pas modifier les délais contractuels planning travaux).

IV.20 - ESSAIS DE RECEPTION

Les échantillons seront appelés à subir des contrôles et essais conformes à ceux prévus par les Normes en vigueur, et les règles de la profession.

Les essais de contrôle, même après approbation pourront être exigés par le B.E.T. et l'Architecte au cours des travaux. Ces essais sont à la charge de l'Entreprise selon les cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés.

IV.21 - ENLEVEMENT DES LOTS REBUTES ET RENOUELEMENT

Si, à la suite d'essais, il est constaté que les échantillons ne répondent pas aux spécifications du présent document, le B.E.T. ou le bureau de contrôle peut interdire l'emploi sur le chantier de ce matériau, et refuser l'ouvrage correspondant, en accord avec l'Architecte.

Le remplacement du produit sera exigé sans que le retard occasionné ne puisse en aucun cas être considéré comme un cas de force majeure.

L'Entreprise concernée exécutera le remplacement à ses frais sans majoration de prix.

IV.22 - MARQUES DE REFERENCE CITEES DANS LES CCTP

Le CCTP fait état de matériaux et d'articles de fabrication dont le nom des fournisseurs est indiqué dans le texte. Il est bien précisé que cette référence n'est donnée que pour préciser la nature, le degré de qualité et le genre de matériau ou de l'appareil qu'il y aura lieu de mettre en place.

Les Entrepreneurs pourront proposer à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre, un appareil ou matériau d'une autre fabrication à la double condition suivante :

- que l'appareil ou le matériau proposé soit nettement défini dans la proposition de remise de l'offre de l'Entrepreneur,

- que l'appareil ou le matériau de remplacement soit équivalent en terme d'aspect, de qualité, de performance et de durabilité au matériau ou appareil cité dans le texte. En cas d'avis divergeant entre l'Entreprise et le Maître d'œuvre, il appartient à l'Entrepreneur d'amener toutes les preuves nécessaires à la Maîtrise d'œuvre que le matériau ou l'appareil qu'il propose est bien équivalent à celui cité dans le CCTP (et non au Maître d'œuvre de prouver le contraire.)

Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies, la Maîtrise d'œuvre aura toujours le droit d'exiger la mise en œuvre de l'appareil ou du matériau indiqué dans le CCTP sans incidence financière sur le coût du bâtiment (ce cas ne dispense pas la présentation des échantillons en vue de leur agrément).

Les matériaux ou appareils "équivalents" devront fonctionner et être mis en œuvre dans les conditions équivalentes avec les autres éléments du projet.

Toute adaptation ou travail demandé dans un autre lot ou sur un autre ouvrage par le produit de remplacement (équivalent) sera effectué aux frais du lot demandant le remplacement.

Pour des raisons de maintenance, de stockage, d'entretien, de liaisons, réseaux, etc, certains types (marques et modèles) d'appareillages ou de matériels peuvent être imposés par le Maître d'Ouvrage. En conséquence, et dans ces cas, la Maîtrise d'œuvre se réserve toute possibilité d'imposer les-dits appareillages et/ou matériels pour le bon fonctionnement global (gestion et maintenance) sur le site, le type imposé étant celui défini par les CCTP.

L'entreprise ne pourra alors se prévaloir d'aucune incidence financière du fait de ce type imposé.

IV.23 - COLORIS ET FINITIONS PEINTURE

Le choix des teintes appartient au maître d'œuvre.

Aucun supplément de prix ne pourra être demandé, et ne sera accepté, pour :

- l'emploi de telle ou telle teinte,
- l'emploi de couleurs vives, dans la limite de 40 % de la surface totale.
- l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même ouvrage

IV.24 - OUVRAGES NON TRADITIONNELS

Il pourra être demandé :

- La fourniture de procès-verbaux d'essais significatifs,
- La réalisation d'essais, contrôles, épreuves justifiant l'aptitude à l'emploi de l'ouvrage.

Ces essais sont à la charge de l'Entrepreneur.

IV.25 - OUVRAGES DOUTEUX

Des essais pourront être demandés dans le cas où la tenue, le non fonctionnement de certains ouvrages seraient douteux ou non conformes aux documents contractuels.

Le processus de ces essais sera défini par le Maître d'Œuvre après accord du Maître d'Ouvrage, la présence d'un bureau de contrôle pourra être demandée.

Ils seront pris en charge :

- Par l'Entrepreneur si les résultats lui sont défavorables ou s'il s'avère que ces essais étaient justifiés du fait du non-respect de certaines dispositions contractuelles,
- Par le Maître d'Ouvrage dans le cas contraire.

La réalisation des essais, contrôle et épreuves est effectuée en présence du Maître d'Œuvre, par l'Entrepreneur s'il dispose des moyens suffisants et par un organisme spécialisé dans le cas contraire.

IV.26 - MATERIAUX ET PROCEDES NOUVEAUX

Les matériaux, produits et procédés non traditionnels, préalablement agréés par le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, devront :

- Soit bénéficier d'un avis technique favorable de la commission spécialisée
- Soit avoir bénéficié d'une enquête spécialisée d'un organisme agréé et, dans ces deux cas, bénéficier d'un accord pour emploi de la commission technique des assurances.

La mise en œuvre de ces matériaux et produits devra être effectuée conformément aux prescriptions techniques figurant dans ces avis.

Les frais nécessaires pour l'obtention d'un avis technique, avis technique de chantier, d'un essai ou d'une enquête

auprès d'un organisme ou laboratoire agréé seront à la charge de l'entreprise.

Procédure ATEX :

Dans le cas d'une procédure ATEX, l'entreprise tiendra compte de ces frais dans son chiffrage de la même manière elle devra intégrer les éventuels détails occasionnés par cette procédure dans son planning.

L'entreprise supportera tous les frais d'instruction et de délivrance de l'ATEX si elle doit utiliser des procédés non traditionnels qui ne sont pas détenteurs d'un avis technique. Il est précisé qu'en aucun cas le délai de réalisation des travaux ni l'équilibre financier de l'opération ne devront souffrir du délai d'obtention et/ou du coût de l'ATEX.

IV.27 - CONTROLE TECHNIQUES DES OUVRAGES

Les Entrepreneurs devront effectuer, avant réception, les essais et vérifications figurant sur les listes établies par l'Agence Qualité Construction (AQC).

Les attestations d'essais de fonctionnement seront à réaliser dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

Les attestations devront être consignés dans les procès-verbaux qui seront adressés au bureau de contrôle avant la réception des travaux. Le bureau de contrôle adressera au Maître d'Ouvrage un rapport explicitant ses avis relatifs aux procès verbaux mentionnés ci-dessus.

IV.28 - PROTECTION DES OUVRAGES

Chaque Entrepreneur est responsable de la bonne conservation de ses ouvrages et équipements ; il doit donc en assurer la protection. La Maîtrise d'Œuvre se réserve le droit d'exiger toutes les protections qu'elle jugera nécessaires en cours de chantier (et plus particulièrement tout platelages bois / contreplaqués / films plastiques, etc...) et cela sans supplément de prix de l'entreprise dont les ouvrages sont concernés.

A la demande du Maître d'Œuvre les matériaux de protection (films, plaques de contreplaqué, cartonnages, etc...) seront enlevés par l'Entrepreneur et évacués à ses propres frais. Les matériaux de protection recyclable seront préférés.

L'Entrepreneur aura à sa charge tous les remplacements qui s'avéreront nécessaires jusqu'à la réception.

IV.29 - ETAT FINAL DU TERRAIN

Lorsque les travaux correspondant au présent dossier, auront été exécutés, le terrain devra être totalement et parfaitement achevé, prêt à être utilisé.

Par le fait même de la remise de sa soumission, l'Entrepreneur s'engage donc à mener les travaux à bonne fin, sans aucun supplément de prix autre que ceux qui correspondraient à des modifications ou compléments décidés en cours de chantier et faisant l'objet d'ordres de services de travaux modificatifs (*) de la Maîtrise d'œuvre et approuvés par le Maître d'Ouvrage.

() en aucun cas les ordres de services exécutoires, émis par la maîtrise d'œuvre dans le but de rappeler les obligations contractuelles de l'entreprise ne pourront faire l'objet d'une quelconque réclamation ou demande de rémunération complémentaire de la part de l'entreprise.*

Il s'engage à exécuter les travaux qui se révéleraient nécessaires pour assurer une parfaite tenue des ouvrages prévus (scelllements, liaisons, etc...) même si ceux-ci n'étaient pas explicitement décrits au C.C.T.P.

Il s'engage à exécuter tous travaux complets, tous les calfeutrements, raccords divers, liaisons entre ouvrages des différents corps d'état étant réalisés sans hiatus.

V - COMPTE PRORATA

V.1 - DEFINITION

Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant ou non un lien juridique entre eux, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, certains d'entre eux sont amenés à effectuer des dépenses dans l'intérêt commun qui ont pour but ou pour effet d'assurer la préparation, l'organisation et la bonne marche du chantier. Les dépenses d'intérêt commun (D.I.C) sont réputées être incluses dans le prix du Marché de Travaux.

V.2 - GESTION DU COMPTE PRORATA

Le compte prorata sera géré par l'entrepreneur du LOT N°01 - TERRASSEMENT – VOIRIE ET RESEAUX DIVERS – GROS OEUVRE, qui fera aussi l'avance des frais communs. L'entrepreneur principal devra présenter mensuellement lors d'une réunion de chantier, l'état du compte prorata qui sera approuvé par les autres entrepreneurs et par le Maître d'Œuvre. Aucune avance provisionnelle ne sera faite par les entrepreneurs au bénéfice de l'entrepreneur principal. Le compte prorata sera apuré lorsque la réception aura été prononcée pour les travaux de tous les corps d'état.

L'entrepreneur principal facturera alors à chaque entrepreneur la part de dépenses mise à sa charge au prorata des montants définitifs des marchés (avenants compris). Une majoration de 10 % du montant total des dépenses, pour frais de tenue de compte et avance de fonds, sera appliquée avant la répartition.

Toutefois, certains lots de travaux comportant en grande partie de la fourniture de matériel ne seront pris en compte pour le calcul de la répartition des dépenses communes qu'après application d'une réfaction sur le montant de leur marché. Ces lots de travaux et les taux de réfaction seront définis lors de l'adjudication des lots. L'entrepreneur principal devra mettre à la disposition de l'ensemble des entrepreneurs l'état définitif du compte prorata.

V.3 - DEPENSES PORTEES AU COMPTE PRORATA

Les dépenses communes de chantier sont à la charge des entreprises et réputées incluses dans le prix du marché du titulaire du lot concerné par la répartition suivante.

Entreprise titulaire du lot 01 (Gestionnaire du compte prorata)

- Établissement du panneau de chantier (suivant art. R324.1 du code du travail) et maintien en état.
- Établissement du panneau d'affichage du permis de construire et maintien en état.
- Frais d'huissier pour les constats d'état des lieux pour l'ensemble de l'opération (extérieure et intérieure)
- Mise en place des clôtures de chantier délimitant les emprises des interventions et maintien en état.
- Installation du raccordement d'eau des installations de chantier depuis les installations du Maître de l'ouvrage et maintien en état.
- Installation d'éclairage et de signalisation des sorties du chantier sur la voie publique et maintien en état des voiries.
- Mise en place du ou des bungalows de chantier destinés aux vestiaires et réfectoires du personnel chantier + raccordement (EP, EU/EV et électricité).
- Fermeture et Surveillance du chantier : Voir modalités du CCTP00. (La non exécution de cette responsabilité entraîne l'application des pénalités prévues à l'art. 4.3.1 : 150 € par jour sur simple constatation du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre)
- Réseau provisoire d'électricité avec raccordement depuis les installations du maître d'ouvrage. Ce réseau alimentera les bungalows ainsi que les coffrets de chantier installés suivant les modalités du CCTP00

Seront mis à la charge de l'ensemble des Entrepreneurs :

- Les réparations et le remplacement des fournitures mises en œuvre et détériorées sans que le responsable puisse être découvert et sans que la dégradation ou le détournement puisse être imputé à un corps d'état déterminé (si le corps d'état est déterminé il prendra à sa charge les réparations et les éventuelles pénalités qui en résultent),
- Les frais d'établissement, de tirage et de toutes reproductions des documents communs,
- Les frais d'évacuation provisoire des eaux pluviales,
- Les dépenses relatives à la consommation de l'eau pour les travaux, l'eau potable pour l'ensemble des personnels, l'énergie électrique pour les travaux, l'éclairage du chantier et des locaux, ou tout autre produit consommable,
- Les dépenses relatives au maintien en bon état de propreté du chantier à partir de l'intervention du second œuvre et jusqu'au nettoyage final du chantier. Cette disposition ne dispense nullement du nettoyage quotidien qui incombe à chaque entreprise,
- Les dépenses relatives au maintien en bon état de propreté du chantier jusqu'à l'intervention du second-œuvre seront à la charge de l'entrepreneur principal.,
- Les frais relatifs à la surveillance générale de l'hygiène et de la sécurité sur le chantier,
- Les dépenses relatives à la désinfection des installations communes (salle de réunions, bureaux, réfectoire, vestiaires et sanitaires) de la base de vie

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier, les locaux adjacents et les autres locaux mis à sa disposition, propres, libres de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée.
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.
- Par ailleurs, toute entreprise intervenant sur le chantier en dehors des heures d'ouverture, devra au préalable obtenir l'autorisation du maître d'ouvrage.

Les services suivants sont réputés compris dans les frais généraux des entreprises :

- Les frais d'études, de mise au point, de calcul, de tracé d'implantation, d'échantillonnages, etc...
- Les plans de détails établis par l'entreprise et qui devront être soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et du Bureau de contrôle
- Les plans de recollement.
- Le compte prorata

V.4 - DEPENSES EXCLUES DU COMPTE PRORATA

Chaque entrepreneur prendra à sa charge, outre les frais prévus ci-avant, les dépenses qui seraient entraînées par le vol ou la détérioration de ses appareils ou fournitures non posées ou en stock.

Le nettoyage de l'intérieur des différentes tuyauteries sera effectué conformément aux normes en vigueur et à leurs frais par les entrepreneurs des réseaux concernés.

V.5 - DEPENSES LIEES A LA MISSION « SANTE-SECURITE »

Les dépenses d'intérêt commun (équipements, sécurité, santé,...) sont définies et réparties dans le C.C.A.P établi par le Maître d'Ouvrage et dans le P.G.C.S.P.S. (Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé) établi par le coordonnateur de sécurité désigné par le Maître d'Ouvrage. Chaque entreprise se référera obligatoirement à ces documents afin de déterminer l'affectation et la répartition des dépenses communes. Les prestations affectées à chaque entreprise seront chiffrées et incluses dans l'offre de prix et réputées rémunérées par le prix du marché.

V.6 - RACCORDS ET DEGATS

En cas de détérioration des installations provisoires de chantier (notamment alimentation et évacuation de fluides), et dans l'impossibilité d'en connaître l'auteur, la remise en état est imputée au compte prorata.

Pour les dégâts constatés sur les ouvrages exécutés après le passage des divers corps d'état, les raccords ou remises en état sont effectués aux frais du corps d'état responsable.

La décision du Maître d'Œuvre, en cas d'incertitude sur leur auteur, s'impose aux parties.

VI - LIMITES DE PRESTATIONS

VI.1 - PRESCRIPTIONS GENERALES

L'Entrepreneur doit prévoir, outre les ouvrages énumérés aux C.C.T.P. ou figurant sur les plans, tous les travaux incombant à sa profession, ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait achèvement. Il doit avant la remise de son offre écrire au Maître d'Œuvre s'il considère qu'il y a dans les divers documents remis pour la consultation un quelconque oubli. Il aura jusqu'à 10 jours avant la remise de l'offre pour le notifier au Maître d'Œuvre et au Maître d'Ouvrage. Passé ce délai aucune demande ne pourra être acceptée.

L'Entrepreneur doit avant tout début d'exécution de ses travaux, notifier par écrit au Maître d'Œuvre, toutes les réserves qu'il jugerait utiles de faire sur les travaux déjà réalisés par les autres corps d'état et qui conditionnent la bonne mise en œuvre de ses propres ouvrages.

Dans le cas de réserves justifiées, les travaux de reprise seront à la charge de l'entreprise responsable du lot concerné.

Il doit, le plus tôt possible, communiquer ses exigences vis à vis de autres corps d'état et se renseigner sur l'objet et le contenu technique de celles des autres intervenants dont lui-même devra tenir compte (réservations, attentes, fixations, aspect de surface, etc...), faute de quoi, il devrait supporter les frais engendrés par toutes modifications ou exécution d'ouvrage dont il serait la cause. Toute réserve émise par un Entrepreneur ne sera recevable par le Maître d'Ouvrage sans préjuger de son acceptation, que dans la mesure où elle est accompagnée de justificatifs étayés par des preuves.

En tout état de cause, il est fait obligation à chacune des entreprises de provoquer toute remise de documents concernant ou conditionnant ses ouvrages et d'informer tous les intervenants des impositions qui lui sont faites par la mise en œuvre ou l'exécution de ses travaux.

VI.2 - LIMITES DE PRESTATIONS ENTRE LOTS

Voir Annexe 00.

VII - ANNEXES

ANNEXE 00 – LIMITES DE PRESTATIONS – TABLEAUX CROISÉS PAR CORPS D'ÉTATS
--